



« Avec 35 trésoreries dont 10 comportant 3 agents ou moins, le réseau comptable des Côtes d'Armor reste particulièrement dense. Cette situation spécifique à notre direction [...] se traduit par une complexité dans la gestion des missions de la DDFIP. Dans un contexte de réduction forte des effectifs et de maîtrise budgétaire se traduisant par une réduction de notre dotation de fonctionnement, je suis amené à réfléchir à la poursuite du regroupement des plus petites trésoreries des Côtes d'Armor » Robert Rebeix.

LA DDFIP DES COTES D'ARMOR JOUE TARTUFFE A GUICHETS FERMES !

C'est la conception de notre direction. Tout doit disparaître ! Les petites devant, les grandes derrières ! Peu important les conséquences

Le scénario de la Direction est rodé : des années à jouer la même pièce, cela crée une certaine forme d'expérience.



Prenons une de ses pièces favorites : « La trésorerie éjectable » qui revient chaque année à la même époque.

Une des priorités affichées par la Direction est de fermer les trésoreries mixtes comptant 3 agents, sans se préoccuper de leur utilité ou des missions mais par simple souci comptable.

L'an dernier déjà, un plan de fermetures avait été soumis à la DG. Sans doute pour s'épargner des remous en période préélectorale, Parini avait retoqué cette demande.

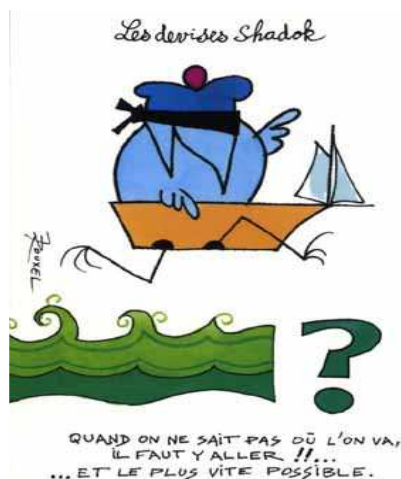
Qu'à cela ne tienne : cent fois sur le métier remet ton ouvrage ! Alors qu'il refuse de remettre en cause les suppressions d'emplois au mépris de la réalité des services et des demandes des agents, le Directeur a représenté son plan de suppressions de fermetures

Une semaine après la nomination d'un chef de poste à la Trésorerie de La Chèze, et sans en avertir les premiers concernés, à savoir les agents, M. Rebeix, DDFIP des Côtes-d'Armor, s'est fendu d'un courrier au Maire de la Chèze l'informant qu'il envisageait « **de procéder, en 2012, au regroupement de la trésorerie de la Chèze sur la trésorerie de Loudéac [...]** cela **permettrait la création d'une unité pleinement opérationnelle** (sic !) » le tout bien sûr avec le souci d'améliorer le service rendu aux usagers (air connu).

Sachant que la direction a listé dix trésoreries comportant 3 agents ou moins, il y a fort à parier que ce courrier n'est pas isolé.

D'autre part, l'administration ne compte pas en rester là : nous avons appris que la commune de Plestin les Grèves avait proposé de reloger la trésorerie dans des locaux flamboyants neufs : fin de non recevoir de la direction qui refuse de s'engager à long terme sur le maintien de la trésorerie ! A bon entendeur, salut !

En attendant, les collègues de Plestin sont priés de continuer à travailler dans des locaux insalubres et dangereux.



Les méthodes de la Direction sont malheureusement connues : informations tronquées, institutionnalisation des sous effectifs qui rendent impossibles les conditions de travail des agents dans les plus petits postes.

Elle table sur le découragement et la résignation des agents et des élus pour imposer son plan.

De plus, la fermeture des petits postes comptables n'est qu'un pis aller : en transférant la charge de travail sans les effectifs nécessaires, il ne fait qu'accentuer les difficultés des postes de rattachement, c'est un véritable cercle vicieux auquel nous condamnons L'Administration.

A aucun moment, l'administration n'accepte d'engager le débat sur les missions, la question du maillage territorial et les effectifs nécessaires. Elle n'accepte de prendre en compte que les critères de pseudo rentabilité financière et d'adaptation aux suppressions d'emplois sans fin.

Avec plus de 1000 suppressions de postes comptables en 10 ans, le réseau se réduit comme une peau de chagrin, la poursuite des « réformes » en cours (RGPP, territoriale, hospitalière) va être l'occasion d'amplifier les restructurations « gelées » pendant la mise en place de la DGFIP.

Sous prétexte d'adaptation de structures et de modernisation, l'Etat organise la destruction des services publics de proximité et condamne les zones rurales et les territoires urbains périphériques.

La CGT réaffirme son opposition aux fermetures de postes comptables, elle exige l'affectation des emplois nécessaires à leur bon fonctionnement.

Au cas particulier, nous refusons la manœuvre de la direction qui veut mettre les agents, la population et les élus devant le fait accompli.

La Direction doit arrêter d'avancer masquée et assumer ses projets au grand jour, nous exigeons la divulgation du plan de fermetures décidées par la direction.